

Cote du document:	EB 2008/94/R.38
Point de l'ordre du jour:	11 g) ii)
Date:	10 septembre 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F

Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Mise à jour sur les mesures immédiates prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quatorzième session
Rome, 10-11 septembre 2008

Pour: **Information**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après.

Kevin Cleaver

Président adjoint, Département gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2419
courriel: k.cleaver@ifad.org

Brian Baldwin

Conseiller principal (gestion des opérations)
téléphone: +39 06 5459 2377
courriel: b.baldwin@ifad.org

Theresa Rice

Conseillère (systèmes opérationnels)
téléphone: +39 06 5459 2495
courriel: t.rice@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Mise à jour sur les mesures immédiates prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires¹

I. Introduction

1. En avril 2008, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé que la crise alimentaire qui s'aggravait rapidement dans le monde entier avait atteint des proportions exceptionnelles et exigeait une action immédiate et concertée de la part de la communauté internationale. Le Président du FIDA, Lennart Båge, s'est fait l'écho de cet appel à la coordination en déclarant que la première priorité de la communauté mondiale devait être de prendre des mesures efficaces pour faire face à l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires, en particulier lorsque cet impact s'ajoute aux effets prévus du changement climatique. Un assortiment de mesures prises par le FIDA a été présenté au Conseil d'administration à sa session d'avril 2008. Le présent document constitue une mise à jour des activités entreprises par le Fonds depuis lors.

II. Généralités

2. En avril 2008, le FIDA a fait part de sa volonté d'affecter jusqu'à 200 millions d'USD provenant de prêts et de dons en cours ainsi que de fonds supplémentaires afin de relancer immédiatement la production agricole dans les pays où le Fonds finance des projets et qui subissent l'incidence négative de la hausse des prix des produits alimentaires. Ces fonds permettraient aux agriculteurs pauvres d'avoir accès à des intrants essentiels tels que les semences et les engrais, leur donnant ainsi la possibilité non seulement de se préparer pour la prochaine campagne agricole mais également de jeter les bases d'une augmentation soutenue de la production lors des campagnes successives. Cette assistance, indépendante de l'aide d'urgence, de l'aide alimentaire ou des filets de sécurité sociale, pourrait accompagner et compléter les mesures d'urgence prises par d'autres partenaires, en particulier le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
3. Depuis que les prix des produits alimentaires ont commencé à croître, le FIDA a effectué en Afrique, en Asie et en Amérique latine des missions d'évaluation conjointes avec la FAO, le PAM et la Banque mondiale. Il s'en est suivi plusieurs initiatives conjointes, telle celle mise en œuvre en Haïti. Par ailleurs, le retour d'informations de la part des pays eux-mêmes – données recueillies grâce à la concertation avec le personnel du FIDA affecté à la présence dans les pays ou à l'occasion de missions spéciales de terrain (comme celle menée aux Philippines) – a permis de recenser de nouvelles initiatives dans les pays membres, témoignant du fait que les gouvernements nationaux sont le pivot de la solution.
4. Ces initiatives sont venues enrichir le processus lancé par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, présidée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon. Le FIDA est représenté au Secrétariat de cette Équipe par un chargé de programme de pays confirmé. Le Cadre d'action global qui en est résulté a mis l'accent sur la nécessité de stimuler la production alimentaire des petits agriculteurs à travers une série d'actions:
 - renforcer le cadre politique porteur;

¹ Le présent rapport s'inspire du document, sur le même thème, présenté lors de la troisième session de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA (REPL.VIII/3/R.4).

- encourager les investissements du secteur privé dans l'agriculture;
- garantir la sécurité d'accès aux ressources naturelles – terre, eau et biodiversité – et une meilleure gestion de celles-ci;
- investir dans la recherche agricole sur les cultures vivrières, la production animale et la pêche dans les eaux intérieures et promouvoir la diffusion de technologies; et
- améliorer l'infrastructure rurale.

Outre le FIDA, la Banque mondiale, la FAO, le PAM et d'autres organismes œuvrent actuellement pour la mise en œuvre des recommandations du Cadre d'action global. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies recherche activement des moyens et méthodes susceptibles de mobiliser l'appui de la communauté des donateurs et des gouvernements en faveur du Cadre d'action global. Les projets et programmes d'investissement du FIDA constituent une part importante de cette réaction internationale, par le biais d'activités de projet directement liées à une ou plusieurs actions inscrites dans le Cadre d'action global.

III. Activités du FIDA en cours et initiatives envisagées

5. La position stratégique et l'avantage comparatif du FIDA sont représentés par le fait qu'il offre des solutions à moyen et long terme, et non pas une réponse d'urgence, aux problèmes alimentaires. À moyen et long terme, le FIDA continuera à accroître son investissement en faveur de l'agriculture en vue de fournir un soutien adéquat pour une production agricole durable et de garantir ainsi la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural, en éradiquant les causes profondes de la faim.
6. Cependant, étant donné l'ampleur du problème alimentaire à court terme dans de nombreux pays, le FIDA s'est également engagé à financer des activités au niveau des pays afin de relancer immédiatement la production alimentaire. Les initiatives concrètes du FIDA en cours d'exécution sont illustrées ci-après; dans la plupart des cas, le financement est opéré par le biais de la réaffectation de fonds provenant de prêts ou de dons existants, ou l'adjonction de fonds supplémentaires à travers des prêts et dons existants. Par ailleurs, un certain nombre de nouvelles propositions de financement, en réponse à la crise, sont en cours d'élaboration. Tous ces fonds sont inscrits dans le programme de travail annuel du FIDA et le SAFP. D'autres propositions (comme l'Afghanistan) sont en cours d'élaboration à la suite de requêtes adressées par des donateurs tels que la Commission européenne, laquelle envisage l'octroi de ressources additionnelles substantielles – à hauteur de 1 milliard d'EUR – afin de financer les mesures prises pour faire face à la crise alimentaire mondiale. À cet égard, la Commission européenne a demandé au FIDA d'indiquer quelles sont les activités, nouvelles ou en cours, pour lesquelles des fonds additionnels doivent être mobilisés, outre les fonds que le FIDA peut mettre à disposition. Ces propositions sont élaborées en étroite collaboration avec d'autres organisations, notamment la FAO, le PAM, la Banque mondiale et le siège de l'Organisation des Nations Unies.
7. S'agissant de production alimentaire, les initiatives lancées grâce à la réaffectation de fonds provenant de programmes et projets du FIDA en cours sont gérées dans le cadre des structures actuelles de gestion et de prise de décision des projets concernés. Lorsque des allocations de fonds supplémentaires du FIDA sont nécessaires, comme pour le Honduras et le Nicaragua, celles-ci sont soumises au Conseil d'administration pour approbation.

A. Réaffectation de ressources du FIDA engagées au titre de projets

8. Le processus de réaffectation, par le FIDA, de ressources déjà engagées afin de faire face à la hausse des prix est en cours dans trois pays – au Bénin, en Haïti et en Mauritanie. Les réaffectations dans le cadre de prêts existants ne peuvent être

effectuées qu'à la demande du gouvernement et sur la base d'une analyse minutieuse de l'impact de ces changements sur les projets concernés. Dans la mesure où il s'agit de nouvelles activités au sein de projets existants, des ressources additionnelles, outre celles octroyées par le FIDA, pourraient être également utilisées afin d'en accroître la portée, à la fois en termes de nombre de bénéficiaires et de couverture géographique. Par conséquent, le FIDA aide les gouvernements à mobiliser des ressources additionnelles, outre celles accordées par le Fonds.

- a) Au Bénin, un sous-programme spécifique pour la sécurité alimentaire destiné à dynamiser la production alimentaire de l'année prochaine a été intégré au programme d'appui au développement rural, en cours, dans le cadre du programme de travail et budget 2008. Le FIDA a déjà engagé quelque 10 millions d'USD pour ce projet, et le processus de réaffectation des fonds en faveur du sous-programme pour la sécurité alimentaire est en cours.
- b) En Haïti, le FIDA procède à la réaffectation des ressources allouées au projet d'intensification des cultures vivrières – phase II et au programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural, tous deux en cours, pour les trois prochaines campagnes de semis, à compter de la campagne d'hiver 2008. Les zones couvertes par le projet seront étendues à tout le territoire national. Les activités prévues sont notamment la distribution de semences et la fourniture d'un appui aux activités de multiplication des semences des organisations paysannes. Le FIDA a engagé 37 millions d'USD pour ces deux projets. La réaffectation devrait s'élever à 10 millions d'USD, montant qui devra vraisemblablement être revu suite aux récents ouragans qui ont frappé Haïti.
- c) En Mauritanie, dans le cadre des trois projets du FIDA en cours (pour un investissement total d'environ 33 millions d'USD), le soutien en faveur de la production agricole par et pour les populations rurales pauvres a augmenté. Une réaffectation est en cours en appui au programme d'intervention spéciale du gouvernement sur les prix des produits alimentaires, qui comprend l'achat et la distribution de semences et d'intrants agricoles ainsi que la mise en place de banques céréalières.

9. En bref, il s'agit de travaux en cours et d'autres initiatives sont en voie d'élaboration. Il est néanmoins évident que la grande majorité des gouvernements estiment que les projets du FIDA répondent déjà à la nécessité d'accroître la production alimentaire et demandent donc l'octroi de ressources additionnelles afin d'élargir les projets existants et d'en concevoir de nouveaux.

B. Fonds supplémentaires du FIDA

10. Des propositions relatives à l'octroi de fonds supplémentaires par le FIDA pour un projet au Honduras et un au Nicaragua sont présentées pour approbation au Conseil d'administration lors de sa session de septembre 2008. Le financement initial de ces deux projets avait été approuvé en 2007.
 - a) Au Honduras, l'octroi de fonds supplémentaires pour le projet de renforcement de la compétitivité de l'économie rurale dans le département de Yoro permettra au projet d'aider 1 700 autres familles d'agriculteurs à accroître leur production de céréales, de lait et de produits maraîchers (voir EB 2008/94/R.25).
 - b) Au Nicaragua, les fonds supplémentaires accordés par le FIDA, au titre d'un prêt et d'un don, pour le projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés sont destinés à aider les petits producteurs à accroître leur production de céréales de base (notamment maïs, riz, haricot et sorgho). Grâce à ces ressources supplémentaires, 1 200 autres exploitants familiaux pourront bénéficier du projet.
11. D'autres ressources supplémentaires devraient être demandées en décembre 2008 et début 2009.

C. Projets, en cours d'exécution, qui nécessitent un cofinancement pour mieux faire face à la crise alimentaire

12. Dans le cas de cinq projets financés par le FIDA, actuellement en cours d'exécution, un cofinancement doit être mobilisé afin de mettre en œuvre de nouvelles activités ou d'élargir les mesures prises pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires. Il n'est pas prévu de réaffecter des fonds du FIDA, étant donné que ces projets portent déjà sur la production vivrière, de manière directe ou non, et des ressources additionnelles ne sont pas disponibles dans la mesure où les plafonds SAFP ont été atteints.
- a) Au Cambodge, des discussions sont en cours avec les ministères de l'agriculture et des finances afin de reporter les dates d'achèvement et de clôture des projets menés actuellement (le financement du FIDA s'élevant à un peu plus de 35 millions d'USD) dans sept provinces pour aider les familles les plus vulnérables à faire face à la hausse des prix des produits alimentaires. L'élargissement des composantes existantes est également à l'étude, ce pour quoi un cofinancement additionnel d'un montant de 4 millions d'USD doit être mobilisé.
 - b) Un don de faible montant (200 000 USD) a été approuvé en vue d'une initiative pilote au Ghana qui vise à améliorer l'efficacité des partenariats public-privé pour la production de céréales et d'oléagineux. Les opérateurs du secteur privé se sont déjà engagés à apporter 2 millions d'USD environ au titre du cofinancement. Un cofinancement additionnel permettrait d'élargir les partenariats.
 - c) Au Kenya, environ 2,5 millions d'USD du produit du financement accordé par le FIDA (d'un montant total de 24 millions d'USD environ) au programme de commercialisation en faveur des petits horticulteurs seront utilisés comme garantie, afin de mettre en place un guichet crédit de 50 millions d'USD auprès de la Equity Bank, destiné aux crédits aux petits exploitants, en particulier pour l'achat d'intrants afin de stimuler la production agricole. Un partenariat a été noué avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), le Gouvernement kényan et l'Equity Bank. Un cofinancement additionnel permettrait d'élargir le programme de crédit.
 - d) Un cofinancement d'un montant de 3 millions d'USD environ doit être mobilisé pour le projet de réduction de la pauvreté dans les hautes terres de l'Ouest mené actuellement par le FIDA au Népal (le financement s'élevant au total à 20 millions d'USD environ), en vue de financer la composante relative à la fertilité des sols et à la gestion durable des terres.
 - e) Au Yémen, l'exécution du projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar, qui est en cours, est actuellement accélérée afin de financer l'intensification de la distribution de semences améliorées et d'engrais sous forme de petits kits de démarrage ainsi que l'élargissement de l'accès au crédit pour la campagne 2008/2009. Un cofinancement additionnel d'environ 1,5 million d'USD doit être mobilisé.

D. Propositions, en cours de conception, destinées à être financées par le FIDA et qui nécessitent un financement additionnel

13. Un financement additionnel doit être mobilisé pour 11 projets, actuellement élaborés en vue de leur financement par le FIDA, qui ont un impact direct sur la production alimentaire. Ces initiatives, qui illustrent les diverses mesures prises pour faire face au renchérissement des produits alimentaires, comprennent notamment des activités portant sur des problèmes systémiques.

- a) Le FIDA fournit actuellement une assistance en vue de la mise en œuvre d'une intervention d'urgence en Côte d'Ivoire visant à accroître la production de riz en améliorant l'accès des agriculteurs aux semences, aux engrais et à d'autres intrants. Un cofinancement de 3 millions d'USD doit être mobilisé pour compléter le financement du FIDA, qui s'élève à 14 millions d'USD environ.
- b) Un projet, actuellement au stade de conception, pour la République dominicaine s'attaquera au problème de la flambée des prix des produits alimentaires en accroissant la production et la productivité des cultures vivrières de base dans une région pauvre du pays. Les organisations de petits producteurs s'en trouveraient renforcées et pourraient établir des liens plus solides et efficaces avec les marchés locaux, régionaux et nationaux (riz, haricots et bananes). Le FIDA a alloué environ 10 millions d'USD à ce projet; un cofinancement additionnel permettrait d'accroître sa portée.
- c) Une nouvelle initiative devant être menée en Équateur aidera les Afro-équatoriens, les groupes autochtones et les paysans sédentaires à accroître leurs revenus et à atténuer les effets de la flambée des prix des produits alimentaires en améliorant la production et la productivité des produits de base. Le FIDA a alloué environ 8 millions d'USD à ce projet et un cofinancement de 1 million d'USD doit être mobilisé.
- d) Une nouvelle initiative devant être menée en Guinée vise à relancer la production et la transformation de produits alimentaires de base. Parmi les résultats escomptés figurent un plus large accès au crédit pour les semences importées et les engrais, l'amélioration de la multiplication des semences et des installations de stockage des semences et des activités de vulgarisation et de formation plus adaptées. Un cofinancement doit être mobilisé pour porter le financement proposé par le FIDA à un peu moins de 5 millions d'USD.
- e) Un projet est actuellement conçu pour la Jordanie, en vue d'améliorer l'accès aux intrants agricoles et aux marchés. Des mesures de protection pour l'adaptation aux sécheresses et le maintien ou l'amélioration de la capacité agricole sont également envisagées, telles que la récolte de l'eau et l'amélioration de la gestion des eaux et de la conservation des sols. Un appui au développement de parcelles maraîchères et de jardins potagers au niveau des ménages permettrait d'améliorer la nutrition et les revenus. Le financement du FIDA envisagé s'élève à 7 millions d'USD environ, un cofinancement additionnel étant nécessaire pour élargir la portée des activités.
- f) Au Kenya, un prêt supplémentaire, d'un montant de 6 millions d'USD, est au stade de conception pour le projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud, qui est en cours. Le financement supplémentaire serait consacré à des activités liées à la production agricole, à l'atténuation de la hausse des prix des produits alimentaires et au changement climatique. Le cofinancement permettrait d'élargir la portée de ces activités.
- g) Un cofinancement doit être mobilisé pour la composante relative à la multiplication des semences devant être menée au titre d'un nouveau projet au Mali, afin de compléter le financement octroyé par le FIDA, qui s'élève à 25 millions d'USD.
- h) La nouvelle initiative mise au point pour le Népal appuiera des activités de gestion de la fertilité des sols dans les zones collinaires et montagneuses vulnérables et sera axée sur les cultures à haute valeur et les cultures vivrières. Le FIDA a alloué 9 millions d'USD environ à ce projet; un montant additionnel de 2 millions d'USD doit être mobilisé au titre du cofinancement.

- i) Des discussions avec le Gouvernement des Philippines sont en cours en vue de la conception d'une nouvelle initiative destinée à appuyer, dans le secteur rizicole, la remise en état des ouvrages d'irrigation, l'approvisionnement en intrants, la transformation et la commercialisation et les associations d'irrigants. Les autres partenaires sont notamment la Banque asiatique de développement, la FAO et le PAM. Le FIDA a alloué environ 16 millions d'USD à cette initiative.
- j) En Sierra Leone, la production rizicole devrait être relancée par le programme national pour le riz, qui est en cours et vise à accroître l'accès des agriculteurs aux semences, aux engrais et à d'autres intrant. Le montant du financement que le FIDA octroiera à ce programme n'a pas encore été confirmé. Un financement additionnel sera nécessaire, mais le déficit à combler n'a pas encore été déterminé avec exactitude.
- k) En ce qui concerne la République bolivarienne du Venezuela, il est prévu d'améliorer, au niveau des ménages, la production vivrière des exploitations détenues par l'ethnie des Warao sur le delta de l'Orénoque, par le biais d'un développement culturel, social et écologiquement viable. Le FIDA a alloué 13 millions d'USD à ce projet; un cofinancement additionnel d'un montant de 3 millions d'USD environ doit être mobilisé.

E. Propositions nécessitant un financement intégral extérieur au FIDA

- 14. Du fait de ses ressources limitées, le FIDA n'est pas en mesure de cofinancer un certain nombre de propositions dignes d'intérêt. Les projets ci-après sont à divers stades de conception, mais aucune ressource n'est actuellement disponible pour leur financement par le FIDA. Les concepts ont été communiqués aux donateurs désireux d'octroyer un financement parallèle pour des projets intéressants destinés à accroître immédiatement la production alimentaire.
 - a) En Afghanistan, une initiative permettrait de démontrer les bienfaits associés à la production de légumineuses (lentilles, haricots mungo, etc.) en termes de fertilisation des sols et de diversification de la production agricole, ainsi que d'accroître, à l'échelon national, les disponibilités de semences améliorées de légumineuses. Le bureau du Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) à Kaboul, en collaboration avec le Département de la recherche et de la vulgarisation du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, a accepté de mettre en œuvre ce projet. Un financement d'un montant de 2 millions d'USD environ doit être mobilisé.
 - b) Un projet de démonstration d'une durée de deux ans vise à accroître les rendements agricoles et à s'attaquer à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire dans le centre de l'Inde. Ce projet servirait de modèle de moyens de subsistance durables grâce à une production agricole améliorée et accroîtrait les disponibilités en eau pour la petite irrigation. Le financement nécessaire s'élève à environ 20 millions d'USD.
 - c) Un financement additionnel est nécessaire au Mozambique pour renforcer les capacités des entreprises de fourniture d'intrants. Le projet a été identifié par une mission menée conjointement par le FIDA, la FAO, la Banque mondiale, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
 - d) Une proposition concernant les États insulaires du Pacifique vise à améliorer la sécurité alimentaire et à permettre le remplacement des importations en créant des débouchés commerciaux et en offrant des possibilités rémunératrices. Elle s'attaquerait aux obstacles qui freinent la production agricole – accès aux intrants, services de vulgarisation, amélioration de la collecte et de la diffusion des données sur le secteur agricole et

renforcement de l'infrastructure commerciale. Un financement d'un montant de 8 millions d'USD environ doit être mobilisé.

- e) Au Pakistan, la productivité agricole est actuellement renforcée pour atténuer les effets de la flambée des prix des produits alimentaires en appuyant la fourniture d'intrants – semences de qualité, engrais, etc. Environ 2 millions d'USD doivent être mobilisés. Cette activité pourrait être rattachée à un futur projet du FIDA.
- f) Le FIDA a été contacté en vue d'apporter son appui à l'Autorité palestinienne pour une nouvelle initiative visant à mettre en place un système d'assurance agricole axée sur les marchés, de manière à améliorer la production agricole.
- g) Le FIDA entretient de longue date des liens de partenariat avec le Fonds belge de survie, dans le nord de la Somalie. Le programme de développement communautaire intégré dans le nord-ouest de la Somalie comprend des mesures visant à améliorer l'accès aux intrants agricoles et aux semences, notamment par le biais du crédit, un meilleur aménagement des bassins versants et de la conservation des sols. Un cofinancement additionnel permettrait d'appliquer le programme à plus large échelle, dans le cadre d'une deuxième phase.